

Rapport final de la réunion
Réunion mondiale sur le G20 : un pont vers la Corée du Sud
21-22 juin 2010
Toronto - Canada

**Organisée par la Coalition Halifax Initiative en collaboration avec
les réseaux nationaux, régionaux et internationaux**

*Avec le soutien financier du Conseil canadien pour la coopération internationale,
de la Charles-Stewart Mott Foundation, de la Fondation Heinrich Boell
et de l'Alliance de la Fonction publique du Canada.*

Avec la contribution non financière de l'Appel mondial à l'Action contre la Pauvreté

JOUR 1

Introduction et bienvenue

Les participants ont été accueillis à cette réunion pour discuter des réponses du G20 et de la société civile aux sommets passés et à venir. Les objectifs de la réunion étaient les suivants :

- Mieux connaître les agendas politiques en jeu au G20.
- Améliorer la compréhension du rôle stratégique du G20 et définir les moyens les plus efficaces d'y être relié.
- Établir des ponts avec les groupes nationaux, régionaux et internationaux afin de renforcer leur capacité de collaboration liée au G20.
- Élaborer des idées et des propositions de collaboration avec nos collègues de la Corée du Sud en vue des prochains événements de Séoul, et articuler les messages destinés au Sommet de Toronto de juin.

Examen des objectifs et du processus

Bien que la réunion ait eu pour but de créer un dialogue et d'encourager une diversité d'opinions sur le G20 en tant qu'institution et sur les problèmes qui y sont soulevés, elle espérait bien présenter en fin de session des propositions de travail concrètes pour répondre conjointement à ces problèmes. Par exemple, un exercice de repérage, détaillant les engagements de la société civile nationale, régionale et internationale, leurs points de vue sur le G20 et leurs domaines prioritaires, avait été élaboré avant la réunion dans le but d'être précisé lors de cette dernière et d'être par la suite utilisé comme une ressource commune pouvant être actualisée régulièrement par différents groupes. La réunion devait constituer également le point de départ d'une série de discussions futures sur les questions du Sommet du G20 devant être poursuivies en Corée du Sud et en France, établissant ainsi une sorte de « triumvirat » entre les différents groupes passés, présents et futurs, actifs au sein du G20.

Première partie : définition des objectifs stratégiques de la société civile et résultats souhaités visant à s'organiser autour du G20

Cette session s'est axée sur les questions de gouvernance au sens large du G20 et sur les résultats souhaités de l'engagement de la société civile vis-à-vis du G20. La discussion s'est orientée autour d'un ensemble de questions (voir la note analytique et l'agenda de la réunion) dont ont émergé les problématiques clés suivantes :

Légitimité

Il est important de continuer à contester le G20 en tant qu'organisme illégitime et non représentatif. Bien que le G20 comprenne plus de pays que le G8, il exclut encore la plupart des pays du Sud. Il est peut-être plus pratique et plus utile d'avoir un plus petit nombre de dirigeants mondiaux réunis pour discuter des problèmes économiques mondiaux, mais, même si cela le rend potentiellement plus efficace en tant qu'organisme de gouvernance, cela ne lui donne pas plus de légitimité. Son mandat international a été décidé par son propre groupe restreint de membres et les intérêts clés n'ont pas été mis sur la table. L'Afrique du Sud peut-elle à elle seule représenter les intérêts de l'Afrique (même si elle le voulait), de l'Inde ou de l'Asie du Sud ?

Pour certains, la participation de l'OIT (Organisation internationale du Travail) aux récents sommets du G20 et celle du Secrétaire général de l'ONU au Sommet de Toronto suggèrent que les organismes de l'ONU pourraient influencer les stratégies futures du G20. Ceci pourrait ainsi renforcer les liens avec l'ONU et l'ensemble de ses membres, donnant éventuellement davantage de légitimité au G20. Certains participants ont jugé insuffisant ce pont avec l'ONU et ont encouragé parallèlement la poursuite des réformes suggérées par la Commission Stieglitz pour mettre en place un Conseil mondial de coordination économique au sein de l'ONU.

De nombreux participants ont fait part de leurs préoccupations concernant le FMI dans le contexte du G20. En l'absence d'un secrétariat officiel, le FMI semble s'appêter à jouer ce rôle de secrétariat *ad hoc*, d'autant plus que le G20 a renforcé le rôle du FMI dans la gouvernance économique mondiale. La plupart d'entre eux étaient d'accord pour que le FMI ne constitue pas l'institution principale chapeautant les affaires financières du G20.

Contrôle de la mise en application des décisions actuelles et pression pour faire aller de l'avant un programme évolutif

La discussion s'est aussi concentrée sur la nécessité de faire pression d'une façon stratégique pour améliorer la réglementation financière internationale, l'efficacité d'une supervision multilatérale et la redistribution équitable des ressources, ainsi que pour établir un système de réserves internationales et réduire la dépendance au dollar et l'interdépendance négative aux échanges commerciaux. Il a été souligné que les organisations faisant campagne devraient se concentrer simultanément sur des changements fondamentaux à long terme, à savoir la proposition de l'ONU d'un Conseil de coordination économique et d'un nouveau système de réserve mondiale, ainsi que sur des changements à court terme, à savoir la Taxe sur les opérations financières, des efforts pour faire avancer les ODM et l'inclusion de l'Union africaine (UA) au sein du G20. Si les moyens d'atteindre les objectifs à long terme demeurent toujours des moyens à long terme à moins que les groupes s'entendent pour les faire adopter à court terme, de larges coalitions de groupes pour qui les deux types d'objectifs sont importants pourraient travailler ensemble pour les renforcer l'un l'autre.

Unanimité sur les objectifs du G20

Les participants ont aussi abordé la question de savoir s'ils devaient s'efforcer soit de restreindre les axes du G20 uniquement aux questions purement économiques, soit de limiter étroitement le rôle de *Premier forum pour la coopération économique internationale* que le G20 s'est fixé lui-même, soit encore d'encourager le G20 à élargir ses domaines à des questions plus vastes en matière d'environnement et de changements climatiques. Le groupe a reconnu que ces trois possibilités n'étaient pas mutuellement exclusives mais que l'élargissement des domaines du G20 à un ensemble plus vaste de questions avait obligatoirement accru l'influence des institutions sur l'établissement de stratégies sur ces questions. Un tel élargissement avait également détourné l'attention portée à la surveillance d'autres organisations extérieures au G20 (OCDE, Banque mondiale, FMI, Conseil de stabilité financière et ONU) qui débattaient d'ores et déjà de ces questions et faisaient

avancer les stratégies. Aucun consensus clair n'a été atteint pour ce qui était d'élargir ou de restreindre l'agenda du G20, cependant, pour certains participants, le G20 pourrait être stratégiquement utilisé pour faire avancer les débats ou pour enclencher les discussions dans d'autres forums.

Certaines personnes ont soulevé la question concernant la capacité du G20, depuis avril 2009, à coopérer et à coordonner les efforts sur différentes questions, montrant du doigt les décisions unilatérales prises en Europe et aux Etats-Unis en matière de réglementation et de taxes bancaires, dénonçant les transactions de certains avoirs financiers, etc. La plupart des participants n'ont guère trouvé de preuves de la récente « coopération » du G20 et pour nombre d'entre eux le Sommet de Toronto constituait un test montrant sa capacité de coopération. [Il apparaît que cette hypothèse commence à trouver des appuis, juste derrière les objectifs de déficit fiscal et de réduction de la dette qui ont fait l'objet d'ententes à Toronto.]

Le manque d'harmonie entre les différents avis sur les questions soulevées au sein du G20 pourrait éventuellement s'expliquer par le fait que seuls quelques pays affirment leurs opinions sur un certain nombre de problèmes. Plusieurs nouveaux membres du G20, tels que le Brésil, l'Indonésie, le Mexique et l'Argentine n'ont pas encore défini leurs stratégies. Ceci pourrait donner l'occasion politique aux sociétés civiles de ces pays de jouer un rôle plus actif pour contribuer à définir leurs stratégies. Cibler stratégiquement les gouvernements de ces pays pourrait donc s'avérer efficace pour mettre en évidence les problèmes qui ne se trouvent pas actuellement sur la table. Tout au moins, les sociétés civiles de ces pays pourraient manifester leurs attentes de résultats de la part de leurs gouvernements, mettant à l'épreuve le rôle, l'engagement et les actions de leurs gouvernements au sein du G20.

Le passage du G8 au G20 : un vieux remède dans un nouveau flacon ?

Pour les participants, il est nécessaire d'évaluer d'une façon critique si le G20 est un forum qui renforce simplement l'équilibre actuel des puissances mondiales ou s'il serait possible, et par quels moyens, de contester cet équilibre. S'il est vrai que davantage de pays se retrouvent autour de la table, le risque existe néanmoins que les divergences de stratégies et d'opinions puissent simplement être récupérées par le G8 (enveloppées dans la brume du G20). Par le passé, les Cinq (le Brésil, l'Inde, le Mexique, l'Afrique du Sud et la Chine) ont fait des déclarations conjointes radicales au sujet du G20. Mais maintenant que ces pays font partie du club, il leur est beaucoup plus difficile de critiquer les résultats du G20, un club dont ils sont maintenant membres. À cet égard, le G20 pourrait devenir un dispositif visant à diviser pour mieux régner. Pour d'autres, la raison pour laquelle le G8 a été élargi au G20 pendant la crise financière n'était pas de se pencher sur les changements de l'économie mondiale, mais a plutôt été d'amener autour de la table les pays ayant des réserves de change plus importantes et de poser sur la table la dette extérieure de tous les pays du G8 ! Afin de réorienter l'équilibre mondial du pouvoir, la majorité des participants étaient d'accord pour que tous les gouvernements soient intégrés, ou qu'au moins soit établi un système permettant aux pays d'être représentés par circonscription.

Une nouvelle ère ?

À certains, il peut sembler que nous n'apprécions pas pleinement la signification du passage du G8 au G20, mais le G20 représente la fin d'un groupe obsolète issu de la guerre froide et n'est même pas encore défini. Ceci donne l'occasion unique d'influencer les stratégies émergentes qui auront un réel impact sur la vie des peuples vivant dans la pauvreté. Le G20 a peut-être décidé de lui-même qu'il était le *Premier forum pour la coopération économique internationale*, mais il a alors clairement surestimé son rôle, et le fait que ses objectifs ne fassent pas l'unanimité le confirme. Cela signifie que l'état de flou et d'ouverture aux influences dans lequel il se trouve est plus important que ce que nombre d'entre nous avons actuellement évalué.

Démocratie

En ce qui concerne le G8 et la démocratie, certains participants ont avancé que le G20 n'était autre qu'un club élitiste de pays riches représentant le capital mondial et délaissant les institutions internationales fondées sur les chartes. Les intérêts des pays pauvres sont négligés tandis que les intérêts du capital continuent à être prédominants. « Les gains ont été privatisés et les coûts ont été socialisés. » Une fois de plus, l'appel a été lancé pour avancer vers un système plus inclusif et représentatif de tous les pays.

Deuxième partie : analyse stratégique du G20 et de l'agenda du G20 – repérage national et régional vis-à-vis du G20

Cette session a fait un topo des expériences nationales et régionales concernant les engagements (ou non engagements) auprès du G20 et les problèmes prioritaires (selon l'agenda du G20) d'un point de vue national et régional. Elle a répondu aux questions soulevées par cet exercice de repérage. D'une manière générale, la discussion a révélé divers degrés de mobilisation de la société civile sur ces questions avec, ce qui n'est pas surprenant, un engagement bien moindre des pays du G20 ne faisant pas partie du G8. Dans la plupart des pays, les connaissances économiques et financières au sein de la société civile ainsi que l'accessibilité aux fonctionnaires gouvernementaux ont semblé représenter des défis importants. La section suivante en fournit un résumé extrêmement bref. Pour plus d'informations détaillées sur ce repérage, veuillez consulter :

<http://www.halifaxinitiative.org/content/bridge-south-korea-global-civil-society-meeting-g20>.

Points de vue des pays de l'Amérique latine

Il existe un très grand nombre d'organisations de la société civile (OSC) et de syndicats qui sont actifs dans toute l'Amérique latine et qui participent aux débats sur les questions financières aux niveaux international et du G20. Les questions communes prépondérantes en Amérique latine reviennent sur l'exploration d'une nouvelle architecture financière mondiale et régionale, sur la garantie d'une autonomie stratégique régionale, le contrôle du FMI et de son rôle au sein du G20, la mise en place des contrôles régionaux de capitaux, le contrôle des paradis fiscaux et la protection de l'environnement.

Les variantes compréhensibles des contextes politiques des différents pays entraînent divers degrés de mobilisation du public et des OSC concernant ces questions. Le manque de connaissances économiques et financières au sein des OSC et du grand public, la difficulté de rendre accessible la présentation des questions financières internationales aux gens ordinaires, la répression politique et le silence imposé aux voix critiques dans de nombreux pays d'Amérique latine (comme le Mexique) ainsi qu'un manque général de transparence gouvernementale vis-à-vis des engagements envers le G20 constituent les défis les plus courants.

Points de vue des pays africains

Certains groupes d'Afrique du Sud se débattent encore avec l'agenda du G20 et cherchent à déterminer la meilleure façon de participer. Néanmoins, il existe de nombreuses coalitions nationales, régionales et internationales qui travaillent sans relâche sur les questions du G20. Parmi les questions essentielles figurent la représentation de l'Afrique au sein du G20, le maintien ou l'accroissement de l'aide et du financement pour le développement provenant des pays du G8, la poursuite d'une croissance économique inclusive, la garantie du commerce équitable, la réglementation du secteur financier, la promotion de la Taxe sur les opérations financières (TOF), l'assurance d'une justice climatique et la réduction de la mortalité maternelle.

Pour de nombreuses OSC en Afrique, comme c'est le cas pour celles d'Amérique latine, le G20 ne représente pas une question d'importance, car les gens ordinaires ne voient que peu de connexion entre leur combat au quotidien et le G20. De même qu'en Amérique latine, cette situation pourrait changer si l'on y favorisait la sensibilisation et les connaissances

économiques. Dans de nombreuses OSC africaines, ce manque de connaissances pose un véritable défi pour articuler des positions stratégiques spécifiques sur les questions du G20.

Les défis politiques sont également nombreux en Afrique. Même si la participation de l'Afrique du Sud au G20 permet un certain niveau de représentation du continent, elle ne peut évidemment pas en refléter les divers intérêts. En Afrique du Sud, où l'actuel gouvernement continue à adhérer à un programme principalement néolibéral, la récupération réglementaire (par le secteur financier) a également été soulignée comme étant un éventuel problème. Dans des pays tels que le Malawi, la répression gouvernementale a été qualifiée de défi majeur.

Points de vue des pays asiatiques

L'activité des OSC en Asie concernant les questions du G20 varie d'un pays à l'autre. En Inde, une certaine mobilisation s'est manifestée dans les organisations d'affaires et groupes de réflexion néolibéraux, mais les réponses des syndicats et des mouvements sociaux sur les questions du G20 se sont avérées relativement superficielles. Au Japon, l'activité des OSC est minime et celle des syndicats est assez conservatrice. En Chine, la mobilisation de la société civile et la faiblesse des organisations existantes sont des défis majeurs. Dans les autres pays asiatiques membres du G20, tels que l'Indonésie et la Corée du Sud, le niveau d'activité des OSC est plus élevé mais la plupart des pays asiatiques trouvent en général difficile de mobiliser les citoyens sur les questions du G20. À nouveau, le manque de connaissances sur ces questions et le rapport de ces dernières avec le quotidien des gens ordinaires ont été cités comme étant des défis considérables. Les autres défis existants sont le manque de transparence et d'ouverture des gouvernements, l'existence d'OSC appuyées par leur gouvernement qui donnent les directives, la répression gouvernementale, et, dans certaines régions, le manque de financement des OSC.

Certaines des questions auxquelles sont confrontées les organisations en Asie sont les changements climatiques, la gouvernance des IFI, le financement du développement, la TOF et la promotion des ODM.

Organisations internationales

Les organisations internationales, incluant les acteurs de la société civile mondiale et les organisations syndicales, sont actives dans tous les pays membres du G20, et font campagne sur un large éventail de problèmes comprenant, entre autres, le financement pour le développement, le développement des capacités et l'éducation, le financement de l'innovation, les changements climatiques, la réforme des IFI, la gouvernance du G20, l'atteinte des ODM et le contrôle des IFI.

Ces organisations sont également très actives dans l'établissement de coalitions avec des partenaires régionaux et dans l'amélioration des connaissances économiques et capacités des OSC locales et régionales.

Séance stratégique d'apprentissage #1 : politique financière publique comprenant un Cadre pour une croissance soutenue, durable et équilibrée.

Cette session a commencé par la présentation de Peter Chowla du *Projet Bretton Woods*, avec l'introduction de plusieurs problèmes essentiels concernant l'aspect de la politique publique de la réglementation financière ainsi que la référence spécifique à l'Initiative du G20 pour la revitalisation de l'économie mondiale, dite « Cadre global » et coordonnée par le FMI. Ce programme qui vise à assurer une politique financière cohérente entre les pays du G20 semble apparemment être une stratégie raisonnable mais il souffre de sérieux problèmes de coordination ; il manque aussi d'un plan cohérent pour passer à des économies à faibles émissions de carbone et il continue à favoriser des politiques d'ajustement structurel potentiellement néfastes. Pour la présentation intégrale en anglais, cliquez sur : [http://halifaxinitiative.org/sites/default/files/Bridge to S Korea presentation - Peter.ppt](http://halifaxinitiative.org/sites/default/files/Bridge%20to%20S%20Korea%20presentation%20-%20Peter.ppt)

Commentaires des autres participants sur les questions prioritaires, les occasions stratégiques et les divisions au sein du G20

Peter Chowla a défini quelles étaient, selon lui, les priorités clés sur lesquelles les groupes devaient se concentrer par rapport au G20, comme, par exemple, continuer à contester l'ajustement structurel et les programmes d'austérité existant maintenant dans les pays du Nord comme dans ceux du Sud. Que ces priorités soient générées par l'écroulement du marché ou par le FMI, les deux se manifestent aux dépens du grand public, mais elles offrent cependant l'occasion, particulièrement maintenant dans les pays du Nord, de renforcer la mobilisation des gens et d'accroître leur sensibilisation aux pratiques du FMI. Peter Chowla a également encouragé les groupes à contester le G20, sa nature non représentative, exclusive, non transparente et son manque de redditions de comptes, ainsi qu'à démocratiser la gouvernance des IFI. À plus long terme, il les a aussi encouragés à favoriser la transition vers une croissance économique à faible émission de carbone, à mettre en place un cadre de contrôle international des capitaux et à élaborer un nouveau système monétaire international.

En règle générale, de nombreux participants ont souligné l'importance de profiter des tensions au sein du G20 pour trouver des espaces où les consensus n'existent pas encore et de mettre ces zones à profit pour influencer l'agenda du G20.

Priorités à court, moyen et long terme

À court terme, il est important de contester le nouveau rôle que le FMI semble prendre dans la gestion de la crise en Europe et dans le monde en tant que secrétariat *de facto* du G20, et de contrôler activement son influence grandissante au sein du G8 et du G20.

À moyen et long termes, il a été avancé qu'il faudrait restaurer la capacité réglementaire de l'État à protéger les droits des citoyens. La récupération réglementaire et législative par l'industrie financière (et celle de la théorie économique et de l'économie par la finance) a été dénoncée de nombreuses fois au cours de la discussion comme posant un problème potentiellement grave. Il est nécessaire que les OSC contestent le fait que les intérêts privés contrôlent les gouvernements et les fonctionnaires élus qui sont censés les réglementer. Pour certains, la crise actuelle a effectivement permis que le secteur financier privatise les gains et socialise les pertes, ce qui mènera inévitablement à l'instabilité sociale et à la dégradation environnementale. La question qui se pose alors est de savoir comment récupérer les États.

Certains participants se sont demandé si nos priorités à court, moyen et long termes n'avaient pas pris pour acquis un contexte statique, et ignoré la possibilité de crises futures ou d'une autre récession. À la lumière ces considérations, il faudrait alors effectuer nos analyses en fonction de cette réalité selon laquelle la déflation et la défaillance peuvent cumuler les risques de récession, il faudrait aussi déployer de meilleures stratégies et fixer davantage d'exigences. Face à ces menaces, il faudrait insister sur la mise en place immédiate de contrôles de la réglementation et des capitaux et réclamer des changements radicaux dans le système monétaire international au lieu de poursuivre des réformes progressives. D'autres ont évoqué la possibilité d'intégrer certaines de nos priorités à moyen et long termes dans nos priorités à court terme afin de s'en occuper sérieusement au lieu de les renvoyer sur le long terme.

Certains groupes ont été également d'accord pour continuer à explorer et à soutenir les initiatives régionales comme *l'Initiative de Chiang Mai* et le *Mercosur* afin de contribuer à faire face à la crise.

Pour d'autres encore, le maintien d'une paix mondiale durable devrait être une priorité à court, moyen et long termes. Si l'on analyse l'évolution historique des guerres, elles sont

souvent le résultat de crises qui n'ont pas été résolues avec efficacité.

JOUR 2

Séance stratégique d'apprentissage #1 : politique financière privée

Cette session a débuté par une présentation d'Aniket Bushan de *l'Institut Nord-Sud*, détaillant d'une part les problèmes clés de réglementation financière qui ont directement causé la crise et qui doivent être résolus et, d'autre part, les problèmes périphériques qui ne sont pas la cause directe de la crise mais que la crise a mis en évidence et qui doivent aussi être résolus. Cette présentation offre une vue d'ensemble des réformes clés en jeu et montre comment la vitesse, l'envergure et la nature dévastatrice de bon nombre de ces réglementations peuvent poser des défis de coordination considérables. Selon Aniket, ces vastes réglementations peuvent réellement aboutir à un « chaos réglementaire » car l'arbitrage réglementaire, les contradictions des réglementations, les réglementations qui vont trop loin et le manque de coordination mondiale pourraient provoquer une autre crise à l'avenir. Pour la présentation intégrale, cliquez sur :

[http://halifaxinitiative.org/sites/default/files/Financial reform and regulation G20 \(Toronto\).ppt](http://halifaxinitiative.org/sites/default/files/Financial%20reform%20and%20regulation%20G20%20(Toronto).ppt)

Commentaires des autres participants sur les questions prioritaires, les occasions stratégiques et les divisions au sein du G20

Aniket n'a pas défini de questions prioritaires spécifiques mais a plutôt suggéré que la société civile cadre les demandes des participants en fonction de ce que pourrait être un système et un secteur financiers responsables.

Sur quelles questions faire campagne

De nombreux participants pensaient que la TOF était restée un sujet de campagne, tandis que d'autres demeuraient sceptiques quant à savoir si la taxe était capable de faire reculer la spéculation. Un système de taxe progressif sur les gains en capital a été proposé comme solution. Certains ont vu la nécessité d'instaurer un contrôle immédiat sur les fonds de couverture et produits d'investissement complexes, et une baisse dans l'échelle de financement afin de réduire la vulnérabilité mondiale aux attaques spéculatives. Les participants ne se sont pas accordés pour savoir quelles réglementations, nationales, régionales ou internationales, conviendraient le mieux pour combler les lacunes réglementaires, tout en convenant que des réglementations mondiales formeraient le plus petit dénominateur commun et que des réglementations nationales fortes et une vigoureuse surveillance réglementaire étaient absolument nécessaires. Pour d'autres, la discussion devrait être maintenue à un niveau régional. Un participant a également suggéré d'incorporer les risques sociaux et environnementaux dans des cadres réglementaires afin de rendre obligatoire la divulgation des répercussions sociales ou climatiques potentiellement négatives.

Distinction entre finances et économie

Selon les commentaires de certains participants, il faudrait réaliser, d'un point de vue progressif, que les racines de la crise se trouvent au niveau de l'économie réelle et non dans le système financier, que le G20 est trop tourné sur les finances et qu'il faudrait s'atteler à rendre l'aspect financier plus fonctionnel pour qu'il puisse servir l'économie réelle.

Réglementations macroprudentielles ou microprudentielles

Tandis que notre attention se porte actuellement sur le projet des réglementations microprudentielles (en s'axant sur les facteurs de risques liés à une institution individuelle), certains participants ont souligné qu'on ne peut empêcher les crises si on ne fournit pas de réponse macroprudentielle (axée sur les risques systémiques, tel que le risque d'effondrement d'un partenaire dû à la banqueroute d'un autre partenaire financier étroitement associé). Pour d'autres participants, la réglementation mondiale du crédit est

problématique, car les pays devraient être libres d'utiliser leurs crédits pour différents besoins, y compris celui de stimuler le développement. Ceci signifie qu'il faudrait obligatoirement changer complètement le paradigme réglementaire, au lieu de simplement renforcer le système réglementaire existant dans les pays. Les réglementations microprudentielles ont toujours leur place, mais n'empêcheront pas à elles seules de futures crises. Dans cette optique, il semble que le G20 ne saurait être capable de surmonter un « chaos réglementaire » potentiel s'il se saisit uniquement des intérêts et besoins d'un petit nombre d'économies nationales, sans considérer les divers intérêts de toute une série d'économies ni les risques macroprudentiels plus importants. Un processus formalisé visant à sensibiliser les États non-membres et à découvrir de nouvelles perspectives nationales pourrait contribuer plus facilement à articuler les besoins macroprudentiels d'une réforme mondiale.

Visions pour l'avenir

Notre groupe s'est entendu pour que les discussions internes sur ces questions ne se cantonnent pas autour d'une poignée d'experts reconnus, mais qu'elles se déroulent plutôt en intégrant un large éventail de groupes de la société civile pour faire appel à leur savoir-faire sur les nombreux sujets liés aux finances et à l'économie. Définir les questions qui ont un pouvoir rassembleur reste un défi de taille à relever.

Étant donné que le Brésil, l'Indonésie et la Corée du Sud ont mis en place, ces derniers mois, différents types de contrôles de capitaux, il se pourrait qu'en vue de Séoul, il y ait des mouvements liés aux contrôles de capitaux, un sujet sur lequel de nombreux participants ont manifesté leur intérêt à y travailler.

En ce qui concerne la France, où se déroulera une réunion des ministres de l'Agriculture en mars 2011 en préparation du sommet du G8, certains pensent qu'il s'y produit un accroissement de la spéculation sur les produits de base. Pour se dessaisir des obligations fondées sur l'indice des prix sur les produits de base, les universités pourraient être éventuellement ciblées. Sarkozy a également exprimé son soutien concernant les questions d'un système de réserves internationales et des déséquilibres mondiaux.

D'une façon plus générale, d'autres participants ont aimé l'idée d'un accord-cadre pour arriver à un système financier responsable. Quels sont les contrôles et les mesures qu'il faudrait mettre en place ? Les efforts visant un accord-cadre sur un tel système devraient contester la notion d' « efficacité financière » (étroitement liée au marché) et proposer plutôt un système financier orienté vers une croissance équitable à faible émission de carbone, marquant clairement la distinction entre la protection et le protectionnisme, et adoptant une vision plus large de la stabilité macroéconomique.

D'autres participants ont indiqué qu'il fallait s'attaquer à la réglementation et ont demandé s'il fallait renforcer les réglementations ou améliorer la surveillance des réglementations nationales. Dans la plupart des cas, la clé réside dans la façon dont les régulateurs utilisent les réglementations existantes. Les participants ont pensé que la révision périodique et automatique des réglementations existantes serait utile au niveau mondial et national.

ÉTABLIR UN PONT VERS LA CORÉE DU SUD

Partage des expériences et des pratiques exemplaires

La réunion du Canada a en partie été enclenchée pour rassembler les pays du G20 (et au-delà) afin d'établir une stratégie de travail conjointe sur les questions du G20 et de savoir par où commencer pour élaborer les pratiques exemplaires nécessaires à un éventuel G20 civil. Dans une large mesure, la majeure partie du travail consacré au G20 sera toujours faite à un

niveau national et les priorités et agendas des différents pays ne devront pas empiéter les uns sur les autres. Cependant, un certain niveau de coordination entre les groupes et les réseaux des différents pays du G20 et au-delà a paru important et utile. Une façon clé d'y parvenir serait de mettre à profit les expériences passées et, à un niveau international, de renforcer le réseau des organisations qui se penchent sur les questions liées au G20. Des réunions de la société civile tenues à intervalles réguliers contribueraient à créer un « triumvirat » de personnes ressources et de personnes de référence activement impliquées du côté des OSC dans les sommets du G20 passés, présents et à venir (soit les Sommets de Pittsburgh et Londres en 2009, les Sommets de Toronto et Séoul en 2010 et le sommet de 2011 en France), ainsi qu'à impliquer des représentants de réseaux clés dans les pays du G20 et au-delà. Cette partie de la réunion a offert l'occasion de partager les pratiques exemplaires issues des sommets passés et actuels.

Royaume-Uni

Il y a eu une discussion au sujet de *Put People First*, une campagne réussie et conclue l'an dernier au Royaume-Uni. Deux facteurs ont favorisé la campagne PPF : d'une part, un gouvernement au pouvoir de centre gauche désireux de s'engager franchement dans la campagne et, d'autre part, une coalition sur le développement, élargie aux ONG et aux syndicats intéressés et impliqués dans ces questions. La campagne et la plateforme politique ont mis assez longtemps à se mettre en place, ce dont doivent tenir compte les organisateurs qui préparent les campagnes nationales des sommets à venir (ce qui a aussi été le cas aux É.-U. ainsi qu'au Royaume-Uni).

La campagne a souffert de quelques faiblesses : ainsi, elle n'a pas réussi à établir de liens efficaces avec les organisations impliquées dans les questions économiques et sociales domestiques, et l'intérêt des médias a été assez faible, tout au moins au début. Étant donné la grande diversité d'intérêts au sein de cette large coalition, il a été difficile d'élaborer une stratégie médiatique forte et d'envoyer un message clair. Ceux qui organisent la campagne du sommet en Corée du Sud pourraient profiter de certaines leçons, telles qu'éviter d'être récupéré par le gouvernement étant donné les liens étroits que de nombreuses ONG de développement ont avec lui. En clair, cela signifie qu'il faut veiller à ce que les intérêts partagés et les demandes de politiques ne fassent pas qu'alimenter l'agenda gouvernemental.

États-Unis

Le Sommet de Pittsburgh en septembre 2009 a posé de nombreux défis. La taille relativement petite et l'isolement de la ville ont rendu difficile la mobilisation d'un large réseau d'OSC. Mais la société civile a surtout souffert d'un manque de coordination et la participation aux événements n'a pas été très forte. Cependant, les événements sur l'éducation ont connu un franc succès tout comme les réunions stratégiques de la Confédération syndicale internationale avec les chefs d'État tenues en marge du sommet.

Des invités tels que Joseph Stiglitz ont contribué à attirer l'attention tant attendue des médias, même si les groupes de terrain n'ont pas eu la même couverture que Stiglitz lui-même. Un fait saillant a été la visite de Stiglitz au cœur d'un quartier noir défavorisé de Pittsburgh. Cette visite a favorisé la création de ponts et de quelques liens mondiaux et locaux qui manquent cruellement dans notre travail sur la crise. La plupart des OSC ont été surtout très déçues de leur impossibilité d'accès à la presse, due aux cordons de police essentiellement mis en place pour les en séparer. En général, la couverture médiatique à Pittsburgh s'est avérée être assez médiocre.

En avril dernier, durant la réunion des ministres des Finances à Washington, certains groupes ont profité de cette occasion stratégique pour attirer l'attention sur la Taxe sur les Opérations financières (TOF), en demandant à des représentants d'autres gouvernements de parler de la TOF aux É.-U. Des organisations ont également été impliquées dans les

consultations du FMI sur la TOF, ce qui a eu pour effet positif d'amener le FMI à confirmer la possibilité technique d'une TOF. Des réunions individuelles avec les sherpas du G8 / G20 sur la TOF ont pu être coordonnées, ce qui est un encouragement pour d'autres dans l'organisation de discussions similaires sur des sujets d'ordre divers.

Canada

Les OSC canadiennes ont commencé à rassembler coalitions et réseaux autour du G8 / G20 il y a un an et demi et ont passé environ six mois à travailler sur une plateforme politique. Cette plateforme s'est concentrée sur les Objectifs de Développement du Millénaire, les changements climatiques et la crise financière, et a été entérinée par 60 organisations. Elle est assez dense car chaque organisation de la coalition tenait à ce que ses problèmes soient évoqués. Ceci étant dit, la plateforme a été extrêmement utile en tant qu'outil organisationnel. Au sein de la coalition, des sous-comités plus petits ont été montés pour travailler sur l'engagement politique, l'éducation du public (c.-à-d. la campagne *À table*) et sur les médias.

Les tentatives de rencontre avec le Premier Ministre pour discuter de l'agenda ont échoué (l'actuel gouvernement conservateur canadien n'est pas ouvert aux commentaires de la société civile), mais les partis d'opposition et les comités parlementaires ont été plus ouverts à la discussion. Traditionnellement, le Canada tient des audiences parlementaires avant les sommets du G8, et les recommandations qui en ressortent alimentent l'agenda gouvernemental. Ces audiences constituent un excellent forum pour que les OSC manifestent leurs inquiétudes, mais le groupe n'a pas réussi à convaincre le Comité de tenir audience. En contrepartie, la campagne a alors organisé des tables rondes parlementaires autour desquelles se sont retrouvés des experts sur le climat, les finances et les ODM, ainsi que les porte-parole de tous les partis invités à participer à la discussion. Comme de nombreux partis n'ont pas d'agenda bien défini sur les questions internationales, les groupes ont saisi cette occasion pour aider les partis à définir leurs agendas de politiques et à y inclure certaines de nos questions.

Alors que le bureau du Premier Ministre a claqué la porte à la plupart des OSC, d'autres occasions de rencontres avec les représentants du gouvernement se sont présentées, y compris avec l'équipe des sherpas. Certains groupes ont eu des réunions continues avec cette équipe et ont pu formuler bon nombre de communiqués. Le réseau canadien a également maintenu un site Internet commun donnant de l'information sur les sommets du G8 et du G20, il s'est servi des serveurs de liste de Google pour diffuser de l'information et des Google Docs comme documents de travail collaboratif. En outre, les OSC ont réussi à organiser un Sommet des Peuples ainsi que différentes manifestations et marches dans la ville.

Corée : Vue d'ensemble de la réunion de juillet, ce qui est prévu et ce qui manque

La situation politique de la Corée du Sud a changé récemment et le gouvernement du pays est maintenant conservateur, majoritairement néo-libéral, axé sur les investissements étrangers et les grands projets de développement. Les médias servent largement les intérêts du gouvernement. La plupart des ONG de développement sont soutenues à 100 % par le gouvernement et ne sont donc pas très enclines à la critique. Le gouvernement considère le sommet du G20 comme l'occasion d'augmenter la visibilité de la Corée du Sud sur l'échiquier mondial et compte en faire un « festival national ». En effet, la Corée est le premier pays non membre du G8 à accueillir un sommet du G20 au niveau des chefs d'État. Les OSC en sont conscientes et veillent à rester indépendantes et à présenter une plateforme de demandes plus critique.

Le 18 juin dernier, la société civile de Corée a lancé le *People's G20 Response Preparation Committee* (comité populaire de préparation des réponses au G20), un groupe de

coordination créé pour se préparer au G20 de novembre et axé sur quatre principes d'action principaux ;

- 1- Dénoncer le G20 qui fait payer aux pays en voie de développement le fardeau de la crise et critiquer les problèmes structurels de la mondialisation financière néolibérale.
- 2- Dénoncer le gouvernement sud-coréen qui se sert du G20 comme excuse pour réprimer la démocratie et les droits de l'homme et ignorer les normes du travail.
- 3- Maintenir une structure politique, organisationnelle et financière indépendante du gouvernement et du capital afin de faire entendre les voix différentes des travailleurs et de la société civile face au G20.
- 4- Renforcer la solidarité avec les mouvements sociaux, de travailleurs et de la société civile au niveau local et international, élaborer un nouveau modèle économique soucieux de l'environnement avec un contrôle sur les capitaux, et consolider les mouvements internationaux contre la mondialisation néolibérale.

Le rôle principal du comité est d'organiser la Semaine d'Action commune du 6 au 13 novembre, impliquant les acteurs membres et non membres du G20. Les objectifs sont d'encourager les activités thématiques qui renforcent la réponse de la Corée au G20, d'organiser et de renforcer les forces sociales pour qu'elles se joignent aux actions de la population autour du G20, et d'organiser des activités touchant aux questions actuelles ou à venir soulevées par le G20. Il est aussi question de planifier un rassemblement de masse près du lieu où se déroulera le sommet, situé dans un quartier très fréquenté du sud de Séoul. Il est cependant probable que le gouvernement bloquera l'accès de la zone. Quoiqu'il en soit, les événements se dérouleront le plus près possible du site.

Bien avant le sommet, en juillet, *le Réseau de la société civile de Corée pour la réforme financière* a organisé un *Atelier international* afin de profiter de l'occasion pour accroître les capacités et l'expertise des OSC coréennes sur les sujets clés de l'agenda du G20. Les OSC coréennes ont besoin de développer et d'améliorer leur potentiel de réseautage et de partager les renseignements et l'information. Des représentants expérimentés d'OSC à l'étranger ont été invités à cet atelier pour aider les ONG, les syndicats et les acteurs de la société civile sud-coréens à élaborer une stratégie commune.

GCAP (Global Call for Action against Poverty) Corée est impliqué dans la *Campagne des OMD Stand Up 2010* dans le cadre du processus préparatoire du Sommet du G20. *GCAP* saisit l'opportunité de ce sommet afin de mettre en avant les revendications nécessaires à la réalisation des OMD auprès des OSC régionales et nationales. *GCAP* joue aussi un rôle d'organisateur du *Dialogue de la société civile avec les Sherpas* qui devrait avoir lieu à la mi-octobre, lors du G20.

Bien que les Sud-coréens aient une capacité étonnante à faire sortir la population dans la rue, le défi pour les groupes est de déterminer quels types d'actions auront le plus d'impact (internes ou externes). À Séoul, la stratégie externe a un potentiel énorme et, jusqu'à présent, les efforts se sont concentrés sur elle. Il reste encore à améliorer la stratégie interne et certains ont fait remarquer que le gouvernement a déjà choisi ses propres stratégies internes et qu'il s'avère nécessaire de renforcer les stratégies internes des OSC en matière de contrôle sur les capitaux et les finances. Les stratégies internes sont importantes car celles qui s'orchestrent dans les halls de négociation ne sont pas forcément moins radicales que celles qui se déploient dans la rue.

Actualité en France

Le contexte politique en France offre des opportunités uniques pour le sommet de 2011. 2012 étant une année d'élection, les sommets revêtent une grande importance pour Sarkozy qui veut redorer son blason au niveau international et s'assurer de ce qu'il peut en retirer. En France, les OSC ont entretenu des réseaux de liens étroits avec le gouvernement, et le risque existe, comme en Corée du Sud, qu'elles se fassent récupérer. Les candidats de

l'opposition à la Présidence pourraient aussi avoir différentes propositions, ce qui compliquerait les choses.

Le G8 se tiendra à Nice en juin et le G20 se tiendra à Nice ou à Cannes en novembre. La réunion des ministres des Finances du G20 se tiendra en janvier ou en février, la réunion des ministres de l'Agriculture aura lieu en mars et une réunion des ministres des Affaires étrangères et du développement du G8 se tiendra dans le courant de 2011. L'une des priorités de la présidence française étant les marchés mondiaux de l'alimentation, ce domaine pourrait alors devenir, lors de la réunion des ministres de l'agriculture du G20, un centre d'intérêt porteur (produits de première nécessité et spéculation sur ces produits). D'après la France, le G20 devrait se pencher sur les questions de développement, des OMD et de l'aide (contrairement au Canada qui ne veut pas s'attarder sur les questions financières). Le Sommet français pourrait être également une occasion unique de faire une campagne publique sur la TOF, une proposition que Sarkozy appuie. Ceci dit, beaucoup de travail reste à faire pour développer la sensibilité du public sur la TOF. L'intérêt devrait aussi se porter d'une façon significative sur les paradis fiscaux.

Le gouvernement est ouvert à l'organisation d'un dialogue avec la société civile pour discuter de l'agenda du Sommet. Les OSC françaises sont en train d'élaborer une plateforme commune sur ces questions et aimeraient voir les autres pays du G20 accélérer leur Aide publique au développement. Cependant, la société civile française a été lente à se mobiliser autour des prochains sommets et n'est pas totalement au fait des questions du Sommet du G20. Il va donc s'avérer nécessaire de renforcer ses capacités. ATTAC et *Coordination Sud*, les syndicats et divers réseaux plus petits sont d'ores et déjà en train de s'y mettre, mais l'attention principale se concentre sur des questions d'ordre national. Les groupes français envisagent la création d'un secrétariat, d'un site Internet, d'un bulletin d'information, de plusieurs ateliers et d'un G20 civil.

Évaluation des besoins en Corée du Sud : comment les groupes de la société civile peuvent-ils contribuer au processus du sommet civil du G20 en Corée du Sud ?

Pour certains représentants sud-coréens, l'un des meilleurs moyens pour les OSC internationales d'apporter leur soutien serait de faire pression sur les gouvernements nationaux pour analyser l'agenda de développement de la Corée du Sud et ses politiques d'aide (axées sur les investissements et le développement à l'étranger du secteur privé).

Comme les réglementations existant en Corée du Sud rendent difficiles les réunions publiques, les OSC sud-coréennes ont demandé aux groupes des pays membres et non membres du G20 de faire pression sur le gouvernement coréen afin qu'il respecte la liberté d'expression et les libertés civiles, en organisant des manifestations devant les ambassades coréennes. Le soutien international de la société civile coréenne serait d'une grande aide.

Les représentants sud-coréens espèrent avoir en septembre une plateforme politique plus concrète qu'ils partageront au niveau international, permettant ainsi aux OSC internationales de faire pression sur les autres gouvernements du G20 avant le Sommet, sur ces questions de libertés. Les groupes s'occupent actuellement d'organiser une réunion à Séoul en septembre pour coordonner les actions communes lors du Sommet du G20 et fourniront toutes les informations possibles dès qu'ils parviendront à un consensus,

GCAP (Global Call for Action against Poverty) Corée aidera à organiser la réunion du G20 civil prévu pour l'instant à la mi-octobre. Le *CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement)* et *Coordination Sud* ont proposé à leurs collègues coréens d'y collaborer pour les aider s'ils en avaient besoin et aussi pour établir un pont avec le Sommet français.

Les groupes sud-coréens espèrent que leurs partenaires internationaux participeront le plus possible aux activités qui sont planifiées qui comprennent aussi un soutien financier pour amener en Corée personnes et ressources, spécialement d'Asie et d'Amérique du Nord.

Résultats de la réunion

- Les participants se sont engagés à soutenir les organisateurs des activités futures prévues autour des sommets du G20.
- Les groupes coréens ont été d'accord pour organiser un appel conférence après leurs réunions de septembre pour informer les groupes de la suite des développements, afin que les groupes puissent commencer à s'impliquer dans la planification en Corée du Sud et que les types de soutien nécessaires à Séoul soient définis.
- L'Initiative d'Halifax affichera sur son site Internet les notes de concept, l'agenda des réunions, les diaporamas de présentation et le rapport final.
- L'Initiative d'Halifax continuera à développer le document de repérage et l'affichera en document Google pour que les détails puissent être mis à jour régulièrement.
- L'Initiative d'Halifax mettra à jour son calendrier d'événements à venir pour y inclure les événements dont il a été question lors de la réunion.
- Une liste de personnes ressources et de points essentiels dans les réseaux internationaux, nationaux et régionaux qui travaillent sur les questions du G20 sera affichée en document Google avec un hyperlien sur le site Internet de l'Initiative d'Halifax.
- Fraser a compilé une bonne partie des messages concernant la réunion et s'en servira au prochain Sommet du G20 pour les entrevues avec les médias ; certaines personnes se sont proposées pour réviser le texte.

Le partage de renseignements et d'information en progrès

Ressources pour le partage d'information sur les questions pertinentes :

- Kel Currah du Groupe de travail sur le G8 / G20 organise des appels conférence pour partager les renseignements et l'information. Ils ont lieu toutes les trois semaines, les mercredis, à 11 h 30 GMT.
- Les serveurs de liste du G20 sur les crises mondiales et leurs solutions sont des moyens formidables de partager les renseignements et l'information à un large réseau de personnes. L'Initiative d'Halifax gère le serveur de liste sur les crises mondiales et va ajouter sur cette liste tous les participants à la réunion.